

**ENTRETIEN DU PREMIER MINISTRE,
M. JEAN-PIERRE RAFFARIN,
AVEC "FRANCE 2 - QUESTIONS OUVERTES"
- EXTRAITS -**

(Paris, 10 novembre 2004)

Q - Monsieur le Premier ministre, bonsoir, merci d'avoir répondu à notre invitation. L'actualité est très chargée, je dirais même lourde, en particulier l'actualité internationale, mais cette actualité, évidemment, intéresse de très près nos concitoyens, je pense avant tout à ce qui se passe en ce moment en Côte d'Ivoire. Plusieurs avions français ont commencé à rapatrier des ressortissants français dès ce soir, dès cette nuit. A peu près 800 d'entre eux vont rentrer à Paris. Comment peut-on qualifier cette évacuation, évacuation rapatriement ? Il semble que sur le plan en tout cas du vocabulaire vous refusiez encore à qualifier ce qu'on appelle une évacuation.

R - C'est un rapatriement volontaire. Nous avons organisé, sur l'aéroport d'Abidjan, la sécurité pour permettre l'évacuation d'abord des blessés, ensuite des plus fragiles et ensuite des volontaires. Et nous avons pris nos dispositions pour que quatre avions aujourd'hui puissent au total, permettre à 1.300 personnes de pouvoir rentrer, et nous avons surtout mis en place un dispositif très important à Paris pour les accueillir, un dispositif social, un dispositif sanitaire, un dispositif juridique avec l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat qui sont à leur disposition et aussi les bénévoles des organisations caritatives.

Q - Il y a 14.000 Français en Côte d'Ivoire aujourd'hui, surtout d'ailleurs à Abidjan. Si tous, demain ou dans les jours qui viennent, souhaitaient rentrer, est-ce qu'on est capable de le faire, matériellement d'abord, et si oui suivant quel calendrier ?

R - Mais bien sûr que si nous étions dans cette situation, nous pourrions faire face. Mais nous ne sommes pas dans cette situation et j'ai entendu tout à l'heure le président Gbagbo prendre un engagement sur votre antenne, en disant, selon son expression, qu'il souhaitait vider la rue, qu'il mène donc un certain nombre d'initiatives pour qu'un certain nombre de manifestants rentrent chez eux et que la paix puisse à nouveau être dans les rues d'Abidjan, la meilleure garantie pour la sécurité de tous.

Q - Vous croyez toujours le président Gbagbo quand il s'exprime ? Quand on lui pose la question : avez-vous une responsabilité sur le déclenchement des opérations, sur le cantonnement français, il dit...

R - Nous appelons à ce qu'il tienne ses engagements. Et tout à l'heure il a dit une chose avec laquelle je ne peux être d'accord. Quand il dit qu'il aurait fallu, après l'attaque contre les soldats français, engager une enquête, il faut qu'il sache : on ne tue pas les soldats français sans que la riposte soit immédiate...

Q - Vous voulez dire par-là, pardon vous interrompre, que la riposte a été adaptée alors que vous n'avez pas de preuves même s'il y a des présomptions.

R - On ne tue pas des soldats français impunément, c'est clair, c'est net, c'est l'engagement qui est le nôtre. Les soldats français qui sont morts, j'étais tout à l'heure à la cérémonie des Invalides, c'était particulièrement douloureux. Je pense aux familles, je pense

aux jeunes enfants de ces militaires. Ces militaires sont morts, ils sont morts pour la France mais ils sont morts pour la paix. Ils sont là pour la paix civile. Ils sont morts pour la paix ces soldats. Et que l'on sache qu'on ne peut pas, dans le monde, aujourd'hui, tuer des soldats français impunément.

Q - Est-ce que Laurent Gbagbo, pour vous, encore ce soir, est un partenaire, et j'ajouterais un partenaire fiable ?

R - Nous ne mettons pas en cause son pouvoir, notre objectif, en Côte d'Ivoire, n'est pas de déposer M. Gbagbo, notre objectif n'est pas d'avoir une action contre M. Gbagbo, notre objectif est, au nom de l'ONU, au nom des organisations internationales, avec le soutien de tous les chefs d'Etat qu'a pu recevoir le président Jacques Chirac, au nom de toutes ces forces internationales, nous défendons la paix civile, et nous luttons contre la guerre civile.

Q - Autre dossier grave : les derniers jours de Yasser Arafat. Pour l'instant, officiellement le leader de l'OLP n'est pas décédé. Il semble qu'on ait assisté ces derniers jours, et encore aujourd'hui, à une gigantesque bataille, je dirais, de communications entre plusieurs intérêts divergents, les intérêts de la famille, de l'épouse de Yasser Arafat, des intérêts politiques de son entourage. Quel rôle a joué la France ? Certainement un rôle humanitaire, certes. Est-ce que la France a joué et joue encore un rôle politique ? Est-ce qu'elle a joué un rôle d'intermédiaire entre ces différents intérêts ?

R - La France a joué son rôle. Son rôle diplomatique, son rôle humanitaire mais la France n'entre pas dans ces jeux d'intérêts dont vous parlez. Moi, je vais vous dire, je souhaite qu'on respecte les dernières heures d'un homme qui s'avance vers la mort. Et je souhaite que ces circonstances servent davantage les artisans de la paix plutôt que les militants de la guerre. Que les artisans de la paix profitent de ces quelques heures pour essayer de construire ce que le monde attend aujourd'hui, la paix au Proche-Orient.

Q - On n'a jamais été complice malgré nous, d'un certain silence parce qu'il y avait des intérêts contradictoires et c'était compliqué pour la France ?

R - Respectons un homme qui est en train de mourir et faisons en sorte que ces événements servent la paix.

Q - Et est-ce que la France a joué un rôle, dernière question sur ce sujet, entre Israël et les Palestiniens, par exemple sur le lieu d'inhumation de la dépouille de Yasser Arafat ?

R - La France joue toujours un rôle pour la paix, nous sommes engagés avec nos partenaires européens pour la paix au Proche-Orient, ça nous paraît être une priorité pour l'équilibre du monde.

Q - Evidemment, Monsieur le Premier ministre, une question encore sur nos confrères, toujours retenus en otages, Georges Malbrunot et Christian Chesnot, ils en sont à leur quatre-vingt-troisième jour de captivité, quatre-vingt-trois jours, vous faites des réunions hebdomadaires, est-ce que ce soir vous pouvez nous donner encore une fois des nouvelles, je dirais, rassurantes ?

R - Ecoutez, je suis forcément extrêmement prudent car nous avons des informations qui pourraient être considérées comme rassurantes sur leur état de santé. Mais par ailleurs, nous avons des informations sur la situation de guerre aujourd'hui en Irak, notamment dans ce triangle sunnite où nous pensons que se situent aujourd'hui les otages. Donc à chaque fois que

je vois un tir, à chaque fois que je vois une bombe exploser dans ce quartier, je suis inquiet pour la santé, pour la vie de nos otages.

Q - On a toujours un lien indirect avec eux ? Ils sont vivants ?

R - Nous avons toujours des contacts, nous suivons au jour le jour très précisément leur situation, mais il va de soi que le chaos est tel aujourd'hui que je ne peux pas vous cacher mon inquiétude.

(...)

Q - A propos, il y aura un financement pour les partis politiques, pour le débat, il semble que ce ne soit pas tranché ?

R - C'est au Parlement d'en décider et des discussions sont ouvertes, elles ne sont pas closes. Je voudrais vraiment vous dire que cet enjeu est très important. L'Europe s'est dotée d'une nouvelle géographie. Aujourd'hui l'Europe est continentale, il nous faut une Constitution. Je suis très favorable à cette Constitution, donc je me battrai à ma place. Je ne souhaite pas être l'animateur de la campagne. Les uns et les autres doivent se mobiliser, mais c'est très important, nous allons enfin avoir une Europe politique. L'Europe était trop bureaucratique, trop technocratique, on va avoir un Parlement qui peut voter une motion de censure, sur la Commission on va avoir un président de l'Union européenne qui va être élu pour deux ans et demi et peut-être cinq ans. On va avoir un ministre des Affaires étrangères, l'Europe, enfin, va avoir une vraie responsabilité politique et elle va pouvoir participer à la paix du monde. Je vais vous dire un point : je suis très inquiet sur la situation internationale. Je vois, depuis que je suis Premier ministre, des tensions dans le monde. Je pense que les pères fondateurs ont fait l'Europe pour la paix à l'intérieur de l'Europe, et notamment pour la paix entre l'Allemagne et la France. Je crois que notre génération, on doit faire l'Europe pour la paix, mais la paix dans le monde, pour que le monde s'organise...

Q - Avec la Turquie ? Même si ce n'est pas tout de suite, parce que votre position n'a jamais été très claire... Jacques Chirac est pour, l'UMP est contre, et vous ? Oui ou non Monsieur Raffarin ?

R - On ne répond par oui ou par non sur des sujets aussi compliqués que ça...

Q - On peut avoir des convictions fortes.

R - J'ai une conviction très forte : la négociation ne veut pas dire automatiquement l'adhésion. La négociation, je ne suis pas opposé à ce qu'elle soit ouverte, mais la négociation, elle peut déboucher positivement sur l'adhésion, elle peut déboucher sur l'arrêt de rupture, elle peut aussi déboucher sur un lien particulier à inventer, un lien spécifique entre l'Union européenne et la Turquie. Ce qui est très important, c'est qu'on ne laisse pas le monde en désordre, qu'on ne laisse pas le monde s'organiser avec la seule grande puissance que sont les Etats-Unis. Les Etats-Unis sont un pays allié, nous sommes favorables au développement du dialogue euro-atlantique, mais le monde a besoin de l'Europe, le monde a besoin de nos valeurs, et la France doit jouer son rôle dans cette organisation du monde grâce à l'Europe. C'est pour ça qu'il y a une urgence.

(...)/.

(Source : site Internet du Premier ministre)